



Analyse des résultats 2025 de Sopra Steria

Noel LECHAT.

Les résultats annuels publiés par Sopra Steria pour l'exercice 2025 mettent en évidence une situation paradoxale caractéristique du capitalisme contemporain. Alors que le groupe enregistre une légère contraction de son activité, avec un chiffre d'affaires en baisse de 2,2 % à 5,648 milliards d'euros, il parvient néanmoins à accroître fortement sa rentabilité financière. Le résultat net part du Groupe atteint ainsi 296,8 millions d'euros, en progression de 18,3 % par rapport à 2024, tandis que le bénéfice par action progresse de 22,2 %. Dans le même temps, le Conseil d'administration propose d'augmenter le dividende à 5,30 euros par action.

Ces chiffres traduisent une réalité bien connue des analyses marxistes : la rentabilité du capital ne dépend pas uniquement de l'expansion de l'activité économique, mais également des mécanismes d'optimisation financière, de la recherche permanente de gains de productivité et de la maîtrise des coûts du travail. Autrement dit, la création de valeur continue de reposer largement sur l'intensification du travail et sur l'organisation productive mise en place par l'entreprise.

Malgré la baisse du chiffre d'affaires, Sopra Steria parvient à maintenir une marge opérationnelle relativement élevée, à 9,5 %, et à générer un flux de trésorerie disponible important de 340,9 millions d'euros. Cette capacité à produire du cash dans un contexte économique jugé « exigeant » par la direction témoigne de la solidité du modèle économique du groupe, mais soulève également la question centrale de la répartition de la richesse produite.

En effet, l'augmentation du dividende versé aux actionnaires intervient alors même que la croissance demeure faible et que l'environnement économique reste incertain. Dans une perspective syndicale, cette décision pose la question du partage de la valeur entre le capital et le travail. Les salariés, qui sont à l'origine de la production de cette richesse à travers leur travail, leur expertise et leur engagement dans les projets numériques, voient rarement ces performances financières se traduire de manière équivalente en termes d'augmentations salariales ou d'amélioration des conditions de travail.

Le modèle des entreprises de services numériques, dont Sopra Steria est l'un des acteurs majeurs en Europe, repose par ailleurs sur une organisation internationale du travail qui tend à mettre en concurrence les salariés. Les centres de services internationaux représentent désormais 16,5 % des effectifs du groupe. Cette stratégie d'offshoring permet de réduire les coûts de production, mais elle contribue également à exercer une pression structurelle sur les salaires et sur les conditions de travail dans les pays où les rémunérations sont plus élevées. Pour les organisations syndicales, cette mise en concurrence internationale constitue un enjeu majeur de régulation sociale.

La stratégie de développement du groupe s'appuie également sur des secteurs considérés comme stratégiques : la défense, l'aéronautique, le secteur public et les services financiers. Une part significative de l'activité de Sopra Steria repose donc sur des marchés publics ou sur des secteurs fortement liés aux politiques publiques. Cette situation soulève une interrogation politique importante : lorsque les profits d'une entreprise reposent en partie sur des financements publics, la question du contrôle démocratique et du partage équitable de la richesse produite devient d'autant plus légitime.

Par ailleurs, Sopra Steria affirme vouloir accélérer ses investissements dans les technologies liées à l'intelligence artificielle générative et agentique. Si ces innovations peuvent représenter des opportunités de transformation pour les entreprises et leurs clients, elles s'inscrivent également dans une dynamique historique d'augmentation de la productivité du travail. Dans une perspective marxiste, ces évolutions technologiques constituent souvent un moyen

d'accroître la « plus-value relative », c'est-à-dire de produire davantage de valeur avec une quantité de travail identique ou moindre. Elles posent donc la question de leurs conséquences sociales : évolution des métiers, intensification du travail ou risques de suppressions d'emplois dans certaines fonctions.

Enfin, les objectifs financiers annoncés par le groupe à moyen terme — une croissance organique comprise entre 2 % et 5 % et une marge opérationnelle située entre 10 % et 11 % d'ici 2028 — témoignent de l'ambition de renforcer encore la rentabilité de l'entreprise. Dans ce contexte, les organisations syndicales peuvent légitimement revendiquer un meilleur partage des gains de productivité, notamment à travers des augmentations salariales, un renforcement des dispositifs de participation et d'intéressement, ainsi que des garanties sur l'emploi et la formation face aux transformations technologiques.

Ainsi, les résultats 2025 de Sopra Steria illustrent les tensions structurelles qui traversent aujourd'hui l'économie numérique : une forte capacité de création de richesse et de génération de profits, mais aussi des interrogations croissantes sur la répartition de cette richesse, l'organisation internationale du travail et l'impact social des nouvelles technologies. Dans ce contexte, le débat sur le partage de la valeur et sur le rôle des salariés dans la gouvernance des entreprises demeure plus que jamais central.

Le 13 mars 2026